

**Le marché du travail
en Montérégie**

**BILAN ANNUEL
2006**

Publication réalisée par la

Direction de la planification, du partenariat et de
l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec
Montréal

Direction

Richard St-Pierre

Rédaction

Hélène Fortin, économiste

Secrétariat

Diane Grondines

Julie Piette

Conception et développement

Omar Choucair, analyste en informatique

Lamara Yadel, technicien en informatique

Riadh Ounissi, technicien en informatique

Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

Abonnement et changement d'adresse :

Emploi-Québec Montréal

Téléphone : 450 773-7463 ou 1 866 740-2135, poste 249

Télécopieur : 450 773-3614

Courriel : diane.grondines@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :

<http://emploi.quebec.net/francais/regions/monteregie/publications.htm>

ISBN 978-2-550-49216-0 (version électronique)

ISSN 1716-3765 (version électronique)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2007

Table des matières

LEXIQUE.....	4
FAITS SAILLANTS.....	5
SECTION 1	6
BILAN ANNUEL DE 2006	6
SECTION 2	12
GRAPHIQUES	13
<i>Croissance de l'emploi et variation annuelle de l'emploi selon la région</i>	<i>13</i>
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Montérégie et ensemble du Québec</i>	<i>14</i>
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel et emploi selon l'âge et le sexe, Montérégie</i>	<i>15</i>
TABLEAUX	16
<i>Indicateurs du marché du travail, Montérégie 1996 à 2006.....</i>	<i>16</i>
<i>Indicateurs du marché du travail, ensemble du Québec 1996 à 2006</i>	<i>17</i>
<i>Comparaisons interrégionales.....</i>	<i>18</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge.....</i>	<i>19</i>
<i>Emploi par secteur d'activité pour la Montérégie.....</i>	<i>20</i>
<i>Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec</i>	<i>21</i>
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence.....</i>	<i>22</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec.....</i>	<i>23</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi.....</i>	<i>24</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec.....</i>	<i>25</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les centres locaux d'emploi.....</i>	<i>26</i>
ANNEXE	27
LISTE DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE)	28

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

- ♦ L'emploi à **temps plein** tient compte des personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.
- ♦ L'emploi à **temps partiel** tient compte des personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

Taux d'activité : (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux d'emploi : (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux de prestataires de l'assistance-emploi : Prestataires adultes sans contraintes à l'emploi / population de 15 à 64 ans (recensement 2001) x 100.

Taux de prestataires de l'assurance-emploi : Prestataires actifs et aptes au travail / population de 15 à 64 ans (recensement 2001) x 100.

Taux de prestataires : Prestataires / population de 15 à 64 ans (recensement 2001) x 100.

RMR : Région métropolitaine de recensement.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Faits saillants

La Montérégie a renoué avec la croissance de l'emploi en 2006 et gagné 15 500 emplois (+ 2,3 %) par rapport à 2005, après avoir affiché une perte 6 800 emplois en 2005. Le Québec a poursuivi son mouvement à la hausse et a affiché une augmentation de 48 100 (+ 1,3 %) emplois, donc légèrement plus forte que la progression obtenue en 2005 (+ 36 800 ou + 1,0 %).

En 2006, la Montérégie a connu une progression de 19 700 postes à temps plein (+ 3,6 %) et un recul de 4 200 (- 3,4 %) postes occupés à temps partiel, ce qui est tout à fait l'inverse de la situation observée en 2005. La part des emplois à temps plein est de 82,6 %, soit un point de pourcentage de plus qu'en 2005. Au Québec, la progression de l'emploi en 2006 est demeurée comparable à celle de l'année précédente, soit davantage de nouveaux emplois à temps plein (+ 35 800) que d'emplois à temps partiel (+ 12 400).

Le marché du travail a été particulièrement dynamique pour les jeunes en Montérégie. Ils ont fait un gain de 11 800 (+ 11,2 %) emplois à temps plein et obtenu 1 200 postes à temps partiel (2,4 %). Il faut reculer en 1990 pour voir une progression aussi forte des postes à temps plein. De plus, leur taux de chômage est passé de 11,9 % à 10,6 %, soit le plus faible niveau depuis 2001. À l'échelle du Québec, les jeunes ont renoué avec la création d'emplois et obtenu plus du tiers (17 100) des nouveaux emplois dont 73 % étaient à temps plein (12 500).

Les personnes de 30 ans et plus ont fait un gain de 2 400 emplois, ce qui représente seulement 15 % des nouveaux emplois, alors

qu'ils concentrent 77 % de la population. Leur taux de chômage a donc bondi de 5,3 % à 6,2 %, alors que leur taux d'emploi est demeuré relativement stable, passant de 61,1 % à 61,5 %. Au Québec, les personnes de 30 ans et plus affichent une croissance continue de l'emploi depuis 1987. En 2006, elles ont gagné 31 000 emplois, ce qui représente plus de six nouveaux emplois sur dix.

Les femmes ont assisté à un retour à la croissance avec 4 900 (+ 1,6 %) emplois de plus en 2006 qu'en 2005. Un an auparavant, elles avaient perdu 13 300 emplois (- 4,0 %). Cette remontée est d'autant plus encourageante qu'elle est redevable à l'ajout de 7 100 emplois à temps plein, alors que les emplois à temps partiel reculaient de 2 200 postes. Les hommes ont fait un gain de 10 500 (+ 2,9 %) emplois en 2006, après une hausse de 6 600 (+ 1,8 %) emplois en 2005. On peut penser que la croissance aurait été encore plus élevée, n'eût été des pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication en Montérégie.

Le secteur de la fabrication a perdu 34 400 travailleurs au Québec en 2006, dont 11 100 résidaient en Montérégie. Le repli de l'emploi dans la fabrication ne semble pas seulement passager, mais serait le reflet d'une tendance baissière amorcée depuis quelques années en Amérique du Nord. La croissance de l'emploi dans le secteur des services vient atténuer les pertes dans la fabrication. Avec 508 000 travailleurs dans les services, la Montérégie a connu une hausse de 24 300 emplois par rapport à 2005.

**Création
de
15 500
emplois
en
Montérégie
en
2006**

Section 1

Bilan annuel de 2006

Retour à la croissance de l'emploi

La Montérégie a renoué avec la croissance de l'emploi en 2006 et gagné 15 500 emplois (+ 2,3 %) par rapport à 2005. Après avoir affiché une perte 6 800 emplois en 2005 et une hausse de 4 100 postes en 2004, ce revirement de situation a sans doute été fort apprécié par la population en âge de travailler. Le Québec a poursuivi son mouvement à la hausse et a affiché une augmentation de 48 100 (+ 1,3 %) emplois, donc légèrement plus forte que la progression obtenue en 2005 (+ 36 800 ou + 1,0 %). Il est intéressant de mentionner que la croissance de l'emploi au Québec se poursuit de façon continue depuis dix ans. Ce qui est différent en Montérégie, où les six dernières années ont fait place à une alternance entre reculs et gains.

Selon les données disponibles, la croissance du produit intérieur brut (PIB) au Québec devrait être autour de 1,6 % en 2006, ce qui est inférieur au 2,2 % atteint en 2005. Le ralentissement de l'économie américaine et la hausse moins soutenue de la consommation des ménages québécois expliqueraient la croissance plus modeste au Québec en 2006. Au Canada, la croissance économique est demeurée satisfaisante (+ 2,6 %) en raison de l'expansion exceptionnelle entourant le pétrole de l'Alberta. Toutefois, l'exportation du pétrole maintient la valeur du dollar canadien élevée et accroît les coûts des entreprises exportatrices, ce qui réduit leur compétitivité.

Selon le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), l'appréciation du dollar canadien aurait entraîné une perte du volume des exportations de biens de treize points de pourcentage en deux ans (2003 et 2004) au Québec. En fait, 81 % des exportations, tant québécoises que montréalaises, sont dirigées vers les États-Unis. Les régions de Montréal et de la Montérégie comptent pour plus de la moitié de la valeur des exportations québécoises vers cette destination, leur part relative se situant à 38,7 % et 18,6 % respectivement. En 2004, il y avait en

Montérégie 15 553 entreprises exportatrices dont 58 % relevaient du secteur manufacturier et celles-ci accaparaient 78 % de la valeur des exportations. Le premier produit d'exportation au Québec demeure les avions et autres véhicules aériens.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, les investissements privés et publics en immobilisation et en réparation ont connu une deuxième année de faible croissance au Québec (1,0 % en 2005 et 0,9 % en 2006). Au cours des cinq dernières années, les projets d'investissement dans le secteur de la construction ont progressé davantage que ceux du secteur des machines et équipement. Ce qui ne joue pas en faveur d'un rehaussement de la productivité des entreprises québécoises, pourtant si nécessaire pour accroître notre compétitivité.

Avec des investissements de 9,5 milliards de dollars en Montérégie, la région concentre 18,7 % des investissements faits au Québec, soit la deuxième région après Montréal (23,4 %). Les données pour la Montérégie indiquent une hausse des investissements beaucoup plus forte en 2006 (+ 4,5 %) qu'en 2005 (+ 1,3 %). Par ailleurs, la part des investissements des entreprises montréalaises dans l'équipement est passée de 37 % en 2005 à 39 % en 2006, alors qu'elle est demeurée stable au Québec (38 %). La Montérégie concentre 17,9 % des personnes en emploi dans l'industrie manufacturière et le Québec 15,4 %, ce qui peut expliquer pourquoi la part des investissements dans le secteur secondaire a été supérieure en Montérégie (13,6 %) comparativement à l'ensemble du Québec (10,9 %).

Progression de l'emploi à temps plein

En 2006, la Montérégie a connu une progression de 19 700 postes à temps plein (+ 3,6 %) et un recul de 4 200 (- 3,4 %) postes occupés à temps partiel. Ce qui est tout à fait l'inverse de la situation observée en 2005, alors que l'emploi à temps plein s'était replié de 1,8 % et que celui à temps partiel avait augmenté de 2,7 %. La part des emplois à temps plein est de 82,6 %, soit un point de pourcentage de plus qu'en 2005. Il faut reculer en 1987 pour observer le sommet de la part des emplois à temps plein en Montérégie (85,8 %). Au Québec, la progression de l'emploi en 2006 est demeurée comparable à celle de l'année précédente, soit davantage de nouveaux emplois à temps plein (+ 35 800) que d'emplois à temps partiel (+ 12 400).

Parmi les seize régions au Québec, dix ont fait des gains d'emplois. La région de Montréal a affiché une croissance comparable à celle de la Montérégie, avec une hausse de 2,1 %, soit 19 900 emplois de plus qu'en 2005. Ce sont les régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue qui ont présenté les plus fortes croissances relatives de l'emploi (+ 3,6 % chacune). La région métropolitaine de Montréal a créé 33 300 (+ 1,8 %) emplois en 2006, soit un gain supérieur aux 18 900 (+ 1,0 %) emplois ajoutés en 2005.

La part des personnes en emploi (taux d'emploi) en Montérégie est passée de 62,1 % à 62,7 % de 2005 à 2006. Malgré l'augmentation, le taux d'emploi est loin du sommet atteint en 2002 (65,3 %). Le taux d'emploi au Québec a progressé plus légèrement et atteint 60,2 % en 2006, ce qui permet à la Montérégie de maintenir son avance sur celui du Québec. La région se situe au troisième rang, pour cet indicateur, devancée par l'Outaouais (65,2 %) et Chaudière-Appalaches (63,7 %).

Le taux de chômage est passé de 6,9 % à 7,3 % en Montérégie, en raison de l'arrivée massive de personnes sur le marché du travail qui n'ont pas toutes eu la chance de trouver un emploi. Il faut reculer en 2000 pour voir le plus faible taux de chômage en Montérégie (6,6 %). Par ailleurs, l'année 2006 aura permis au Québec d'afficher le plus faible taux de chômage des 30 dernières années. De 2005 à 2006, le taux de chômage au Québec est passé de 8,3 % à 8,0 %. La Montérégie occupe le sixième rang des régions, le plus bas taux de chômage étant celui de la Capitale-Nationale (5,5 %).

Amélioration de la qualité des emplois

Au cours des années 1997 à 2005, la qualité des emplois semble s'être améliorée dans la majorité des régions du Québec, selon une étude réalisée par le Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) d'Emploi-Québec. Cette étude présente l'évolution des emplois à temps plein, les emplois permanents et la rémunération selon les régions ressources, les régions centrales, les régions périphériques de Montréal. La Montérégie, qui fait partie des régions périphériques de Montréal, a fait bonne figure dans toutes les variables. Cependant, la croissance des salaires en Montérégie (+ 1,8 %) pendant cette période n'a pas réussi à couvrir l'inflation (2,1 %), tout comme dans trois autres régions.

Selon les données de Statistique Canada sur les revenus en 2006 dans la région, 88,3 % des employés avaient un emploi permanent et 39,0 % des employés étaient syndiqués. De plus, le salaire horaire médian était de 17,05 \$ en Montérégie

comparativement à 16,65 \$ au Québec. Les femmes travaillaient en moyenne 32,7 heures par semaine, comparativement à 37,1 heures pour les hommes. Elles recevaient un salaire horaire médian de 16 \$ et les hommes gagnaient 18,50 \$. Il faut préciser que les années d'expérience influencent le revenu et que cette information n'était pas disponible également. L'écart entre les revenus horaires médians des femmes et des hommes continue à s'amenuiser, il est passé de 4 \$ en 2000 à 2,50 \$ en 2006. Avec l'équité en emploi et la présence accrue des femmes dans des emplois de niveau universitaire, cet écart risque même de disparaître au cours de la prochaine décennie.

Une autre étude, cette fois-ci réalisée par Statistique Canada (Heisz et LaRochelle-Côté) et portant sur l'instabilité des heures annuelles de travail pendant une période de cinq ans (1997-2001), nous apporte des éléments intéressants sur la qualité des emplois et le bien-être global des travailleurs. L'analyse des heures travaillées sur plusieurs années montre que 57 % des employés travaillaient un nombre d'heures normales (temps plein toute l'année, de 1 750 à 2 199 heures), 25 % des heures de travail courtes (une partie élevée d'heures à temps partiel) et 12 % de longues heures (plus de 2 200 heures).

D'après cette étude et la littérature sur le sujet, les bons emplois se caractérisent par des heures de travail à temps plein, offrent un régime de retraite et la permanence, alors que les mauvais emplois n'offrent aucun de ces avantages. Pour plusieurs travailleurs, une période de surcharge de travail vient compenser une période de sous-emploi, ce qui donne un nombre d'heures correspondant au nombre d'heures de travail à temps plein toute l'année. Or, l'étude transversale de la variation des heures de travail a permis de révéler un problème plus important que le laissait croire la simple lecture des heures travaillées. Les chercheurs en arrivent à la conclusion que les travailleurs qui vivent beaucoup d'instabilité dans les heures travaillées occupent davantage des emplois atypiques, de faible qualité, reçoivent des gains annuels inférieurs et qu'ils sont aussi plus susceptibles d'être très stressés ou en mauvaise santé. Ainsi, un manque de stabilité des heures de travail pourrait être un indicateur d'emplois de faible qualité.

Forte hausse de l'emploi chez les jeunes

Les personnes âgées de 15 à 29 ans sont le groupe qui a connu la plus forte hausse de l'emploi en 2006, avec 13 000 (+ 8,3 %) postes de plus qu'en 2005. Les jeunes comptent 253 700 personnes, soit 23 % de la population en âge de travailler, alors qu'ils ont obtenu 84 % des nouveaux emplois en Montérégie. La variation de la population chez les

jeunes en Montérégie oscille constamment à la hausse ou à la baisse, alors qu'elle progresse de façon constante chez les 15 ans et plus. En 2006, leur population augmentait de 16 700 personnes alors qu'en 2005 la région perdait 13 400 jeunes. En dépit d'une croissance ininterrompue de la population de 15 ans et plus en Montérégie, le nombre de jeunes en 2006 est comparable à celui de 1995 (253 300). Le vieillissement de la population et la faible natalité ne seraient pas les seuls facteurs en cause.

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, la croissance démographique se poursuit en Montérégie avec 15 293 personnes de plus qu'en 2005, pour un total de 1 386 963. De plus, la migration interrégionale profite à la Montérégie, contrairement à bien d'autres régions au Québec. En considérant les personnes qui entrent en Montérégie et celles qui en sortent, la région obtient un solde migratoire positif de 6 918 personnes en 2006. Ce sont les personnes en provenance de Montréal qui accroissent le plus notre solde migratoire interrégional. Cependant, les données selon les groupes d'âge nous apprennent que les jeunes de 15 à 24 ans ont un solde migratoire négatif, donc ils sont plus nombreux à quitter la région qu'à y entrer. On peut en déduire que les jeunes sortent pour aller étudier, notamment à Montréal et en Estrie. Cela pourrait expliquer la plus forte volatilité de la population dans ce groupe d'âge.

En 2006, le marché du travail a été particulièrement dynamique pour les jeunes en Montérégie. Ils ont fait un gain de 11 800 (+ 11,2 %) emplois à temps plein et obtenu 1 200 postes à temps partiel (2,4 %). Il faut reculer en 1990 pour voir une progression aussi forte des postes à temps plein. De plus, leur taux de chômage est passé de 11,9 % à 10,6 %, soit le plus faible niveau depuis 2001. Leur taux d'emploi a augmenté et atteint 66,6 %. À l'échelle du Québec, les jeunes ont renoué avec la création d'emplois. Ils ont obtenu plus du tiers (17 100) des nouveaux emplois dont 73 % étaient à temps plein (12 500). De plus, leur taux de chômage est également descendu à 10,9 %, soit un niveau inégalé par le passé. Le taux d'emploi des jeunes a augmenté à 65,5 %.

Selon une étude de l'Institut de la statistique du Québec portant sur la couverture syndicale des jeunes au Québec, les jeunes ont obtenu une part importante des nouveaux emplois syndiqués entre 1997 et 2005. Parmi les 181 000 emplois syndiqués créés au Québec, 47,0 % (85 100) étaient occupés par des jeunes alors qu'ils ne représentaient que le quart de la main-d'œuvre québécoise. Pendant cette période, l'emploi total a crû de plus d'un demi-million et les deux tiers étaient des emplois non syndiqués. Le taux de couverture syndicale a

augmenté et atteint 29,7 % chez les jeunes, alors qu'il a diminué chez les 30 ans et plus et atteint 44,4 %. L'écart entre les deux groupes s'est beaucoup réduit et ce sont les jeunes ayant fait des études postsecondaires qui en ont le plus profité.

Les secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale, de la construction et de la fabrication ont connu les plus fortes progressions des jeunes syndiqués. La rémunération horaire médiane chez les jeunes syndiqués (excluant les étudiants) est de 16,50 \$ comparativement à 12 \$ chez les non syndiqués. De plus, la part des jeunes ayant des horaires de travail normal (35 à 40 heures) est plus élevée chez les syndiqués que chez les non syndiqués. Avec le vieillissement de la main-d'œuvre, les départs à la retraite seront de plus en plus nombreux et cela devrait accroître davantage la couverture syndicale des jeunes travailleurs. On peut donc penser que la qualité des emplois des jeunes s'améliorera au cours des prochaines années.

Faible gains d'emploi chez les 30 ans et plus

Pour la première fois depuis 1997, le niveau de la population de 30 ans et plus aurait légèrement reculé en Montérégie. Considérant le vieillissement de la main-d'œuvre, cela nous semble difficile à expliquer. En fait, la région comptait 2 200 personnes de moins qu'en 2005 dans ce groupe d'âge. De plus, il y avait 8 000 personnes qui ont joint les rangs du marché du travail et seulement 2 400 se sont trouvées un emploi. Ainsi, les 30 ans et plus n'ont obtenu que 15 % des nouveaux emplois alors qu'ils composent 77 % de la population. La perte de 5 400 emplois à temps partiel a jeté de l'ombre sur les 7 900 nouveaux emplois à temps plein. Leur taux de chômage a donc bondi de 5,3 % à 6,2 %. Leur taux d'emploi est demeuré relativement stable, passant de 61,1 % à 61,5 %, pendant que le taux d'activité augmentait, passant de 64,5 % à 65,6 %.

Au Québec, les personnes de 30 ans et plus affichent une croissance continue de l'emploi depuis 1987. En 2006, elles ont gagné 31 000 emplois, ce qui représente plus de six nouveaux emplois sur dix. La hausse de l'emploi est la plus faible depuis 2001 pour ce groupe. Toutefois, cela n'a pas empêché le taux de chômage des 30 ans et plus de diminuer à un niveau record de 7,0 %. Quant au taux d'emploi (58,6 %) et au taux d'activité (63,0 %), ils sont demeurés assez stables et demeurent inférieurs à ceux de la Montérégie.

Retour à la croissance chez les femmes

Les femmes ont assisté à un retour à la croissance avec 4 900 (+ 1,6 %) emplois de plus en 2006 qu'en 2005. Un an auparavant, elles avaient perdu 13 300

emplois (- 4,0 %). Cette remontée est d'autant plus encourageante qu'elle est redevable à l'ajout de 7 100 emplois à temps plein, alors que les emplois à temps partiel reculaient de 2 200 postes. La création d'emplois dans les services en 2006 a sans doute favorisé les gains d'emplois chez les femmes, puisque l'emploi dans les services effectuait un retour à la croissance également. Le taux de chômage des femmes est passé à 7,1 % en raison de l'arrivée massive de personnes sur le marché du travail (9 500). Toutefois, il demeure inférieur au taux de chômage des hommes (7,5 %), malgré que le marché du travail se soit amélioré pour ces derniers.

Les hommes ont fait un gain de 10 500 (+ 2,9 %) emplois en 2006, après une hausse de 6 600 (+ 1,8 %) emplois en 2005. On peut penser que la croissance aurait été encore plus élevée, n'eût été des pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication en Montérégie. Néanmoins, ils ont obtenu 12 500 postes à temps plein alors que l'emploi à temps partiel a diminué de 2 000 postes, ce qui est comparable à la situation des femmes. Cependant, leur taux d'activité (73,1 %) demeure supérieur à celui des femmes (62,1 %), ainsi que leur taux d'emploi (67,9 % comparativement à 57,7 %), mais là encore les écarts s'effritent au fil des années. Au cours de la dernière décennie (1996-2006), l'écart du taux d'emploi entre les deux sexes a diminué de 5,4 points de pourcentage pour la population de 15 ans et plus et il a atteint jusqu'à 7,8 points de pourcentage chez les 30 à 54 ans.

Maintien de l'emploi en agriculture

Malgré la crise profonde qui affecte la production porcine au Québec, l'emploi dans le secteur agricole est demeuré assez stable en Montérégie en 2006, avec 100 emplois de plus qu'en 2005 pour un total de 17 400 travailleurs. À part le recul de 3 100 travailleurs en 2004, le volume d'emplois demeure autour de 17 000 depuis 2002. On peut donc parler d'une certaine stabilité de l'emploi, mais pour combien de temps encore?

Au Québec, 4 300 travailleurs agricoles se sont ajoutés en 2006 par rapport à 2005, ce qui représente une hausse de 7,1 %. La Montérégie compte près de 8 000 entreprises agricoles et elle concentre 27 % des 65 100 travailleurs agricoles au Québec, soit beaucoup plus que sa part de l'emploi global qui est de 18,5 %. Dans la région, la production animale concentre 3 509 (45 %) entreprises, dont 668 (19 %) dans le porc. Le Québec a beaucoup accru ses exportations de porcs au cours des dernières années, notamment vers le Japon et les États-Unis. À titre d'information, la Chine concentre 50 % de la production et de la consommation mondiale de porcs.

On peut qualifier l'année 2006 de morose en agriculture, avec la montée du dollar canadien qui a fragilisé la production, la hausse des prix de l'énergie, en plus de l'augmentation de la concurrence en provenance des pays comme le Brésil, la Chine et l'Inde. On assiste à une stagnation des prix de la plupart des produits agricoles alors que les coûts de production augmentent. Par ailleurs, le vieillissement des producteurs conjugué à la rareté de la main-d'œuvre qualifiée entraînent des problèmes de relève qui iront en s'accroissant au cours des prochaines années. La mise en place de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec à l'automne 2006, permettra peut-être de trouver des solutions aux nombreux défis que ce secteur doit relever. Les conséquences des changements dans les habitudes alimentaires des consommateurs et une plus grande conscience environnementale font partie de ces défis.

Gain d'emplois dans les services publics (énergie) et la construction

Les services publics (production d'énergie), qui comptent 6 600 emplois en Montérégie, ont connu une faible croissance (1,5 %) en 2006. Il y a une volonté de développer le secteur énergétique au Québec, notamment l'hydroélectricité et l'énergie éolienne. Des investissements ont été annoncés en Montérégie pour l'ajout de transformateurs de puissance à Hydro-Québec (Saint-Jean-sur-Richelieu) et le prolongement de la ligne du gazoduc vers le Vermont. L'arrivée d'une usine de pièces d'éoliennes (AAER à Bromont) devrait entraîner la création de 300 emplois d'ici deux ans. Ainsi, les retombées de ces investissements sur l'emploi devraient être perceptibles davantage en 2007 et 2008.

Dans le secteur de la construction, les cinq dernières années ont été particulièrement profitables pour l'emploi, tant en Montérégie qu'au Québec. Cependant, on observe des signes de ralentissement. En Montérégie, la création de 2 500 postes en 2005 a été suivie par l'ajout de 1 400 travailleurs en 2006. De 2001 à 2006, 48 500 travailleurs se sont ajoutés dans ce secteur au Québec, dont 11 100 en Montérégie. La conjoncture propice à la reprise de ce secteur au cours des dernières années, notamment la création de près de 200 000 emplois au Québec et les faibles taux d'intérêt, a favorisé l'investissement dans la construction résidentielle et la rénovation. En Montérégie, il faut mentionner que les investissements dans la construction commerciale et industrielle ont connu des hausses intéressantes en 2006, notamment avec l'arrivée du Quartier

Dix30 à Brossard. Le gouvernement du Québec a annoncé qu'il investirait 7,9 milliards de dollars d'ici quatre ans dans le réseau routier et les infrastructures au Québec, dont un milliard servira au prolongement de l'autoroute 30. Ainsi, les travaux de génie devraient atténuer le ralentissement amorcé dans la construction résidentielle.

Forte baisse de l'emploi dans la fabrication

En 2006, le secteur de la fabrication a perdu 34 400 travailleurs au Québec, dont 11 100 résidaient en Montérégie. Le repli de l'emploi dans la fabrication ne semble pas seulement passager, mais le reflet d'une tendance baissière amorcée depuis quelques années en Amérique du Nord. En dépit de la création de 45 100 (6,9 %) emplois en Montérégie de 2001 à 2006, l'emploi dans la fabrication a reculé de 14 300 (-10,3 %) postes. La part de l'emploi manufacturier en Montérégie dans l'emploi total était de 21,4 % en 2001, alors qu'elle ne représente plus que 17,9 % en 2006. Pendant cette période, la part de l'emploi manufacturier au Québec est passée de 18,3 % à 15,4 %. Aux États-Unis, la fabrication n'occupe plus que 11 % de la main-d'œuvre.

Bien que la croissance économique se soit poursuivie au Québec, le secteur manufacturier a été touché de plein fouet par la concurrence internationale, l'appréciation du dollar et la levée de quotas d'importation dans le textile et le vêtement. Les secteurs n'ont pas tous été touchés avec la même amplitude. Toutefois, seulement quatre des seize secteurs manufacturiers présents en Montérégie ont affiché une croissance de l'emploi de 2001 à 2006. Il s'agit des secteurs des produits en bois, du meuble, du matériel de transport et des produits minéraux non métalliques.

En 2006, les pertes d'emplois manufacturiers les plus importantes à survenir dans la région ont touché les secteurs de l'impression, des aliments, des activités diverses de fabrication, du papier, du textile et des machines. Premier secteur en importance, avec 18 900 travailleurs en 2006, le secteur de la transformation alimentaire est loin du sommet de 28 400 emplois atteints en 2003. Le sous-secteur de la transformation du porc vit une crise profonde, comme en témoignent les licenciements dans les usines d'Olymel. Pour faire des gains en productivité et demeurer compétitives, les entreprises demandent des concessions salariales importantes aux travailleurs. Les gains dans la transformation des produits laitiers ont été insuffisants pour pallier le recul du secteur alimentaire.

Parmi les secteurs manufacturiers qui ont affiché des créations d'emplois en Montérégie en 2006, figurent les produits informatiques, électroniques et électriques, le matériel de transport et le meuble. Les investissements dans la nouvelle technologie chez IBM et Dalsa à Bromont ainsi que dans la recherche et développement chez Pratt & Whitney à Longueuil sont des exemples éloquentes d'entreprises qui demeurent à l'avant-garde de la concurrence internationale et qui génèrent des emplois. La survie de nos entreprises manufacturières passe nécessairement par la recherche de nouveaux produits ou procédés, ainsi que l'ouverture sur le monde pour exploiter de nouveaux marchés. Avec le développement de la recherche, les emplois de niveaux collégial et universitaire sont appelés à croître.

Création d'emplois dans les services

En 2006, en Montérégie, 508 000 personnes occupaient un emploi dans les services, soit 24 300 (+5,0 %) de plus qu'en 2005. Cela contraste avec la perte de 13 400 postes affichés en 2005. Il faut mentionner que cette baisse avait mis fin à un cycle de croissance qui durait depuis 2000. Au cours des cinq dernières années, toute la création d'emplois a été redevable aux services. Il est reconnu que les services sont moins sensibles aux soubresauts des conjonctures économiques. En 2006, les services représentaient 73 % de l'ensemble des emplois dans la région, comparativement à 76 % au Québec. Dans l'ensemble du Québec, 73 000 nouveaux emplois ont vu le jour en 2006 dans les services. C'est trois fois plus qu'en 2005, alors que 24 300 emplois avaient été créés.

Parmi les onze secteurs que l'on retrouve dans les services, seulement ceux de l'enseignement, des autres services, de l'hébergement et de la restauration ont affiché des baisses d'emplois. Les secteurs présentant la plus grande création d'emplois sont les soins de santé, le transport et l'entreposage, le commerce ainsi que l'administration publique. Avec 121 500 travailleurs, le commerce occupe 17,5 % de l'emploi total en Montérégie. Il rejoint presque la taille du secteur de la fabrication (17,9 %). Le prolongement éventuel de l'autoroute 30 a contribué à l'arrivée de nouveaux commerces, en plus de participer au développement du secteur du transport et de l'entreposage. Les axes routiers importants sont des lieux très prisés pour faciliter les déplacements et se donner de la visibilité.

Dans l'administration publique, c'est le niveau municipal qui est responsable de cette hausse, puisque l'administration provinciale affichait un recul

de l'emploi. Ce qui corrobore la volonté du gouvernement québécois de réduire la taille de l'État et de ne renouveler qu'un départ à la retraite sur deux dans les domaines autres que la santé et l'éducation. À titre d'information, la Montérégie détient 13,9 % des emplois dans l'administration publique alors qu'elle concentre 18,5 % des emplois au Québec. La forte concentration des emplois à Montréal et à Québec dans ce domaine explique cet écart. Dans la santé, la Montérégie représente 16,1 % des emplois au Québec en raison de la proximité de Montréal où un budget plus important y est alloué. La population de la Montérégie peut tout de même se réjouir, des investissements substantiels ont été annoncés en 2006 dans des établissements de santé, notamment à Longueuil et Granby.

Plus d'emplois de niveaux technique et intermédiaire

En Montérégie, les emplois créés en 2006 ont été majoritairement de niveaux technique et intermédiaire. En fait, ils accaparent 65 % des personnes occupées et ils ont créé 25 900 emplois alors que ceux des niveaux gestion, professionnel et élémentaire en ont perdu 10 600 de 2006 à 2005.

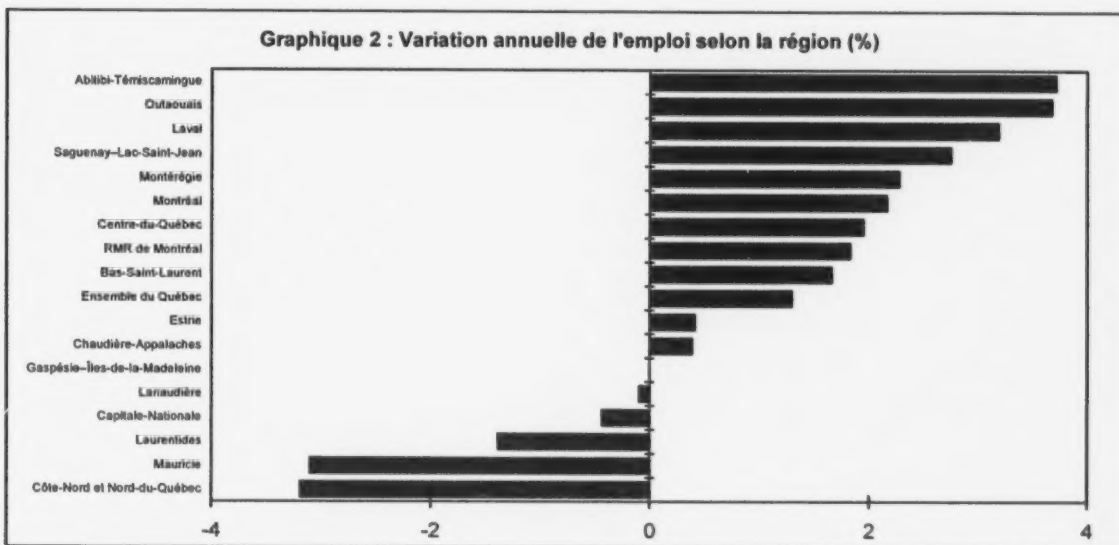
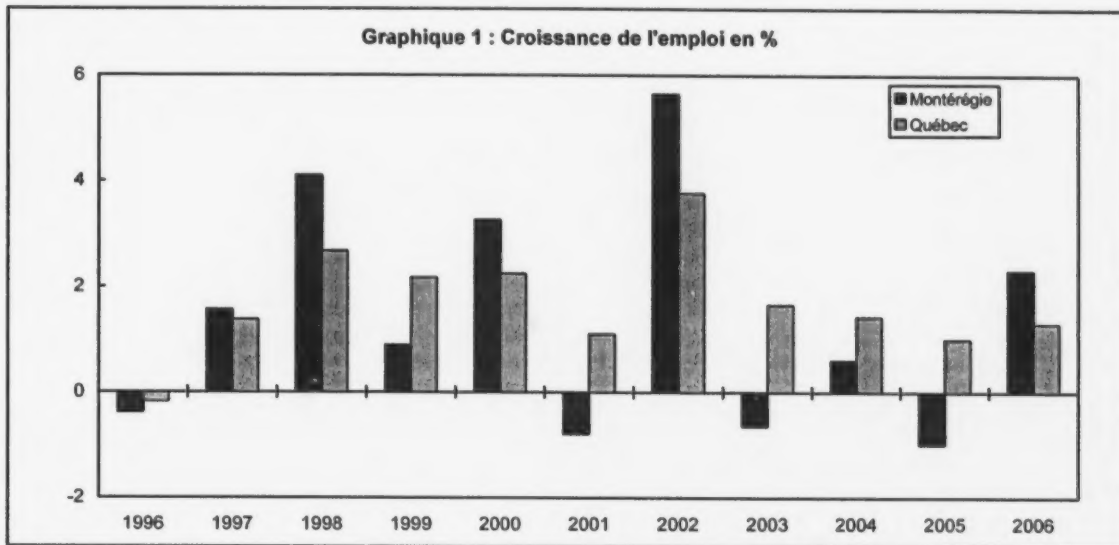
Plusieurs programmes de formation secondaire et collégiale offrent des taux de placement très élevés, il importe donc de sensibiliser les jeunes à ces programmes. La campagne promotionnelle de valorisation de la formation professionnelle et technique « Avec un métier qui t'allume, tu as tout pour réussir! » réalisée conjointement par Emploi-Québec et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, vise à faire connaître les professions liées à ces formations. Vous pouvez consulter les professions qui offrent de bonnes perspectives d'emploi dans chacune des régions du Québec sur le site toutpoureussir.com.

Pour conclure, la population de la Montérégie a bénéficié d'une forte création d'emplois en 2006 (+ 15 500) comparativement au recul subi en 2005 (- 6 800). Les gains d'emplois dans le secteur des services ont permis de compenser les licenciements dans le secteur de la fabrication. En 2007, on peut penser que le secteur manufacturier subira de nouvelles pressions à la baisse et que la création d'emplois pourrait être un peu plus faible dans le secteur des services. Ainsi, comme la croissance économique au Québec s'annonce modeste en 2007, la Montérégie pourrait créer autour de 10 000 emplois.

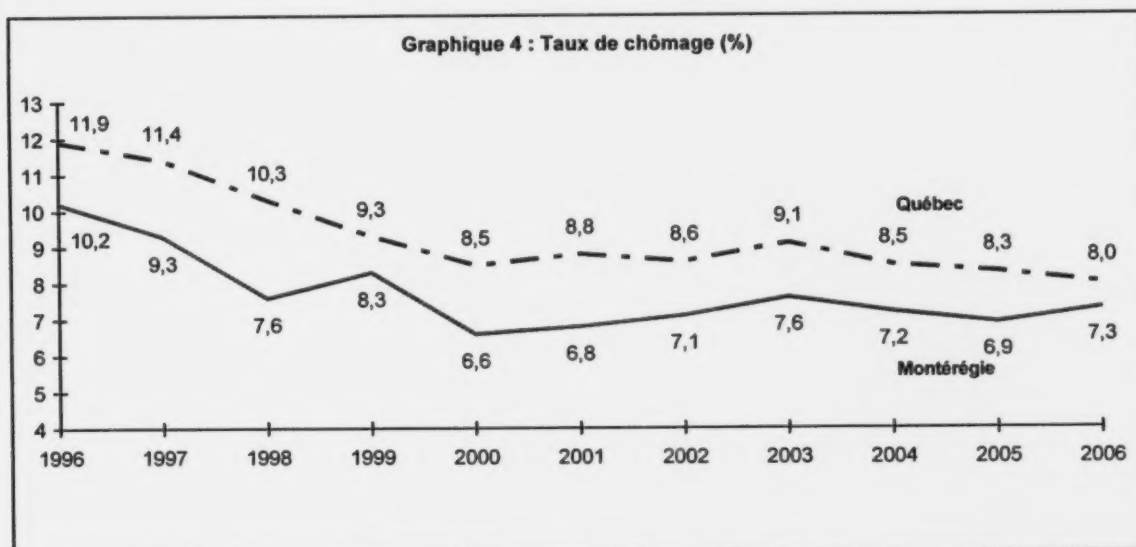
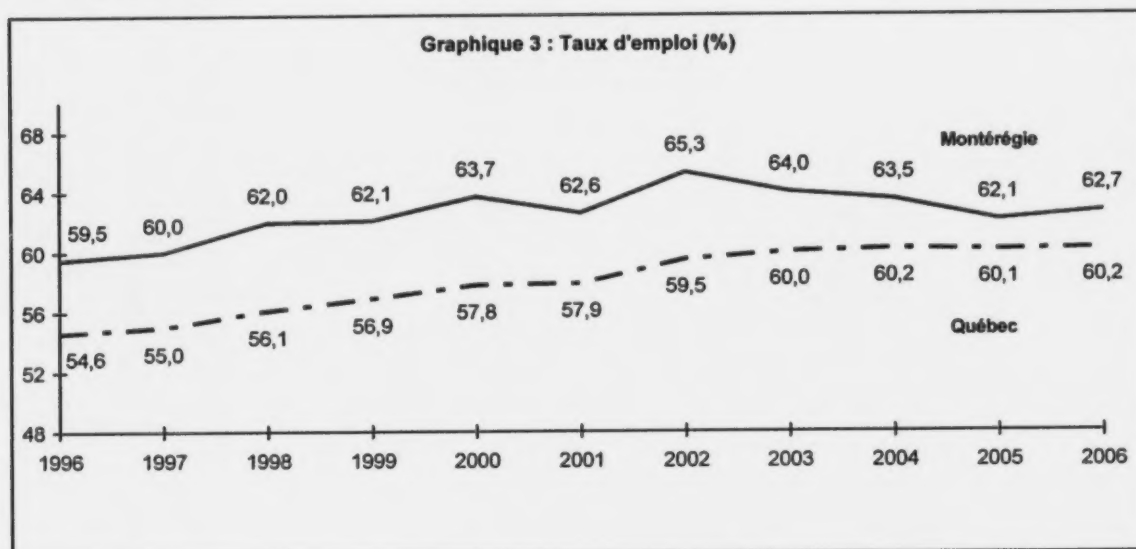
Section 2

Graphiques et tableaux annuels

Graphiques 1 et 2

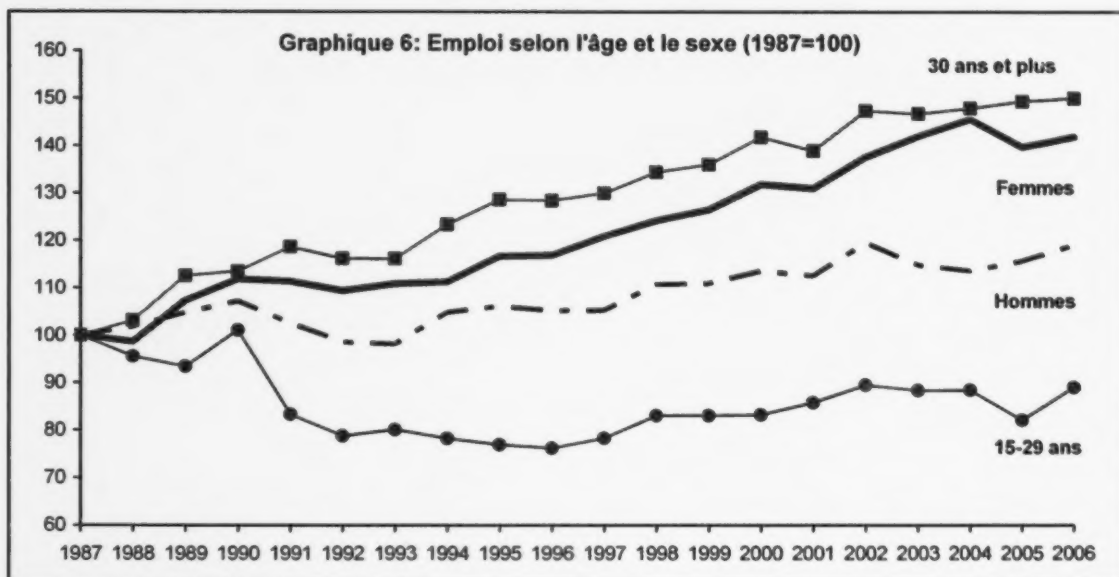
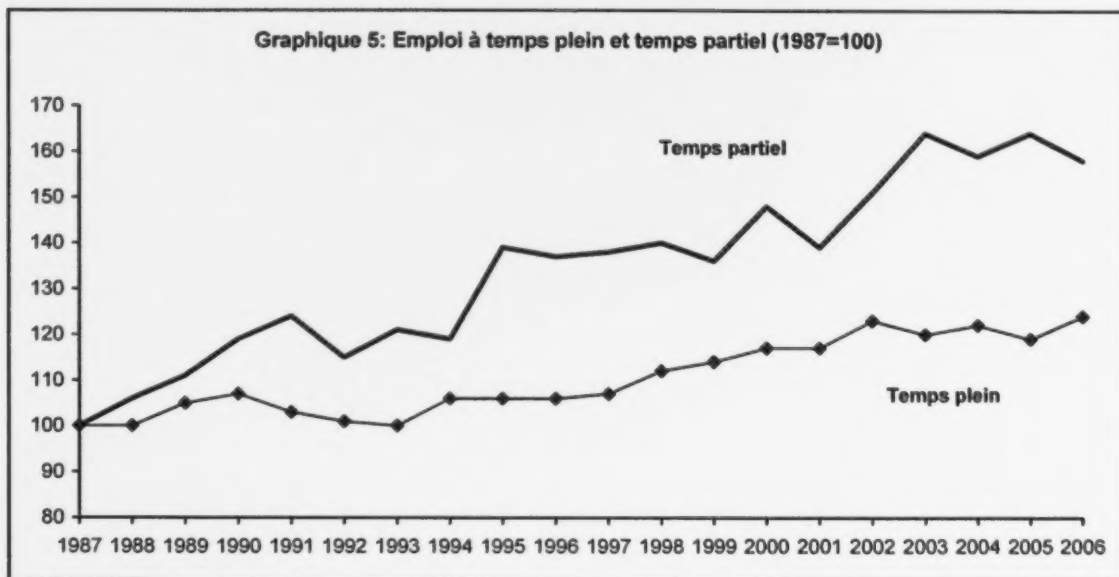
CROISSANCE DE L'EMPLOI ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
Moyenne annuelle 2006Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
 Montréal et ensemble du Québec
 Moyenne annuelle 2006



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 5 et 6
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
EMPLOI SELON L'ÂGE ET LE SEXE
 Montérégie
 Moyenne annuelle 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 1
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Montérégie
Moyenne annuelle
1996 à 2006

Indicateur	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population de 15 ans et + (000)	999,9	1 007,6	1 014,9	1 022,5	1 029,9	1 039,3	1 052,2	1 066,8	1 080,9	1 095,7	1 110,1
Var. (000)	8,3	7,7	7,3	7,6	7,4	9,4	12,9	14,6	14,1	14,8	14,4
Var. (%)	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,9	1,2	1,4	1,3	1,4	1,3
Population active (000)	662,5	666,3	680,9	692,0	702,1	698,0	739,8	739,0	739,8	730,7	750,6
Var. (000)	2,4	3,8	14,6	11,1	10,1	-4,1	41,8	-0,8	0,8	-9,1	19,9
Var. (%)	0,4	0,6	2,2	1,6	1,5	-0,6	6,0	-0,1	0,1	-1,2	2,7
Emploi (000)	595,2	604,5	629,3	634,9	655,6	650,4	687,1	682,7	686,8	680,0	695,5
Var. (000)	-2,3	9,3	24,8	5,6	20,7	-5,2	36,7	-4,4	4,1	-6,8	15,5
Var. (%)	-0,4	1,6	4,1	0,9	3,3	-0,8	5,6	-0,6	0,6	-1,0	2,3
Emploi à temps plein (000)	490,1	498,7	521,8	530,4	542,6	543,6	571,1	557,1	564,8	554,7	574,4
Var. (000)	-1,3	8,6	23,1	8,6	15,3	4,4	27,5	-14,0	7,7	-10,1	19,7
Var. (%)	-0,3	1,8	4,6	1,6	2,8	0,8	5,1	-2,5	1,4	-1,8	3,6
Emploi à temps partiel (000)	105,1	105,8	107,5	104,5	113,0	106,8	116,0	125,6	122,0	125,3	121,1
Var. (000)	-1,0	0,7	1,7	-3,0	9,3	-6,2	9,2	9,6	-3,6	3,3	-4,2
Var. (%)	-0,9	0,7	1,6	-2,8	8,7	-5,3	8,6	8,3	-2,9	2,7	-3,4
Chômage (000)	67,3	61,8	51,6	57,1	46,5	47,6	52,7	56,3	53,0	50,6	55,1
Var. (000)	4,7	-5,5	-10,2	5,5	-10,6	1,1	5,1	3,6	-3,3	-2,4	4,5
Var. (%)	7,5	-8,2	-16,5	10,7	-18,6	2,4	10,7	6,8	-5,9	-4,5	8,9
Taux de chômage (%)	10,2	9,3	7,6	8,3	6,6	6,8	7,1	7,6	7,2	6,9	7,3
Var. (point de %)	0,7	-0,9	-1,7	0,7	-1,7	0,2	0,3	0,5	-0,4	-0,3	0,4
Taux d'activité (%)	66,3	66,1	67,1	67,7	68,2	67,2	70,3	69,3	68,4	66,7	67,6
Var. (point de %)	-0,3	-0,2	1,0	0,6	0,5	-1,0	3,1	-1,0	-0,9	-1,7	0,9
Taux d'emploi (%)	59,5	60,0	62,0	62,1	63,7	62,6	65,3	64,0	63,5	62,1	62,7
Var. (point de %)	-0,8	0,5	2,0	0,1	1,6	-1,1	2,7	-1,3	-0,5	-1,4	0,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Ensemble du Québec
Moyenne annuelle
1996 à 2006

Indicateur	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population de 15 ans et + (000)	5 737,3	5 772,1	5 806,0	5 845,0	5 889,0	5 939,9	5 995,0	6 049,4	6 112,8	6 182,2	6 251,5
Var. (000)	43,5	34,8	33,9	39,0	44,0	50,9	55,1	54,4	63,4	69,4	69,3
Var. (%)	0,8	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1
Population active (000)	3 551,7	3 582,3	3 631,5	3 670,5	3 717,5	3 771,1	3 907,7	3 992,8	4 024,1	4 052,7	4 094,2
Var. (000)	10,8	30,6	49,2	39,0	47,0	53,6	136,6	85,1	31,3	28,6	41,5
Var. (%)	0,3	0,9	1,4	1,1	1,3	1,4	3,6	2,2	0,8	0,7	1,0
Emploi (000)	3 129,8	3 172,8	3 257,5	3 328,1	3 402,8	3 440,2	3 569,9	3 628,8	3 680,5	3 717,3	3 765,4
Var. (000)	-5,5	43,0	84,7	70,6	74,7	37,4	129,7	58,9	51,7	36,8	48,1
Var. (%)	-0,2	1,4	2,7	2,2	2,2	1,1	3,8	1,6	1,4	1,0	1,3
Emploi à Temps plein (000)	2 570,2	2 604,8	2 686,6	2 770,7	2 830,7	2 849,4	2 930,8	2 957,7	3 012,2	3 043,6	3 079,4
Var. (000)	-22,8	34,6	81,8	84,1	60,0	18,7	81,4	26,9	54,5	31,4	35,8
Var. (%)	-0,9	1,3	3,1	3,1	2,2	0,7	2,9	0,9	1,8	1,0	1,2
Emploi à Temps partiel (000)	559,6	568,0	570,9	557,4	572,1	590,8	639,1	671,1	668,3	673,7	686,1
Var. (000)	17,2	8,4	2,9	-13,5	14,7	18,7	48,3	32,0	-2,8	5,4	12,4
Var. (%)	3,2	1,5	0,5	-2,4	2,6	3,3	8,2	5,0	-0,4	0,8	1,8
Chômage (000)	421,9	409,6	374,0	342,4	314,7	330,9	337,9	364,0	343,7	335,4	328,7
Var. (000)	16,3	-12,3	-35,6	-31,6	-27,7	16,2	7,0	26,1	-20,3	-8,3	-8,7
Var. (%)	4,0	-2,9	-8,7	-8,4	-8,1	5,1	2,1	7,7	-5,6	-2,4	-2,0
Taux de chômage (%)	11,9	11,4	10,3	9,3	8,5	8,8	8,6	9,1	8,5	8,3	8,0
Var. (point de %)	0,4	-0,5	-1,1	-1,0	-0,8	0,3	-0,2	0,5	-0,6	-0,2	-0,3
Taux d'activité (%)	61,9	62,1	62,5	62,8	63,1	63,5	65,2	66,0	65,8	65,6	65,5
Var. (point de %)	-0,3	0,2	0,4	0,3	0,3	0,4	1,7	0,8	-0,2	-0,2	-0,1
Taux d'emploi (%)	54,6	55,0	56,1	56,9	57,8	57,9	59,5	60,0	60,2	60,1	60,2
Var. (point de %)	-0,5	0,4	1,1	0,8	0,9	0,1	1,6	0,5	0,2	-0,1	0,1

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Moyenne annuelle 2006
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50,7	18,3	41,4
Bas-Saint-Laurent	60,4	9,0	55,0
Capitale-Nationale	65,2	5,5	61,6
Chaudière-Appalaches	67,7	5,8	63,7
Estrie	64,6	8,2	59,3
Montérégie	67,6	7,3	62,7
Montréal	66,0	10,1	59,4
Laval	65,9	6,6	61,6
Lanaudière	66,1	5,7	62,3
Laurentides	65,0	7,9	59,9
Outaouais	69,3	6,0	65,2
Abitibi-Témiscamingue	64,0	9,2	58,1
Mauricie	57,1	8,9	52,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	61,4	10,6	54,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	62,7	8,2	57,6
Centre-du-Québec	67,6	7,4	62,6
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	61,2	8,8	55,8
Québec	66,3	5,2	62,8
Trois-Rivières	61,4	8,1	56,4
Sherbrooke	65,7	7,9	60,6
Montréal	67,5	8,4	61,8
Ottawa-Gatineau	71,9	5,2	68,2
ENSEMBLE DU QUÉBEC	65,5	8,0	60,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Montréal et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	Montréal			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006	Moyenne annuelle 2005	Variation %	Moyenne annuelle 2006	Moyenne annuelle 2005	Variation %
HOMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	553,8	543,1	2,0	3 073,4	3 038,0	1,2
Population active (000)	405,1	394,7	2,6	2 184,3	2 168,5	0,7
Emploi (000)	374,6	364,1	2,9	1 998,4	1 973,8	1,2
- Temps plein (000)	333,4	320,9	3,9	1 769,2	1 750,3	1,1
- Temps partiel (000)	41,2	43,2	-4,6	229,3	223,5	2,6
Chômeurs (000)	30,5	30,6	-0,3	185,8	194,6	-4,5
Taux de chômage (%)	7,5	7,8		8,5	9,0	
Taux d'activité (%)	73,1	72,7		71,1	71,4	
Taux d'emploi (%)	67,6	67,0		65,0	65,0	
FEMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	556,3	552,5	0,7	3 178,1	3 144,2	1,1
Population active (000)	345,5	336,0	2,8	1 909,9	1 884,2	1,4
Emploi (000)	320,9	316,0	1,6	1 767,0	1 743,5	1,3
- Temps plein (000)	241,0	233,9	3,0	1 310,2	1 293,3	1,3
- Temps partiel (000)	79,9	82,1	-2,7	456,8	450,1	1,5
Chômeuses (000)	24,6	20,0	23,0	142,9	140,7	1,6
Taux de chômage (%)	7,1	6,0		7,5	7,5	
Taux d'activité (%)	62,1	60,8		60,1	59,9	
Taux d'emploi (%)	57,7	57,2		55,6	55,5	
15-29 ANS						
Population de 15 à 29 ans (000)	253,7	237,0	7,0	1 481,7	1 472,8	0,6
Population active (000)	188,9	176,9	6,8	1 089,4	1 076,6	1,2
Emploi (000)	168,9	155,9	8,3	970,3	953,2	1,8
- Temps plein (000)	117,1	105,3	11,2	661,8	649,3	1,9
- Temps partiel (000)	51,8	50,6	2,4	308,5	303,9	1,5
Chômeurs et chômeuses (000)	20,0	21,1	-5,2	119,1	123,4	-3,5
Taux de chômage (%)	10,6	11,9		10,9	11,5	
Taux d'activité (%)	74,5	74,6		73,5	73,1	
Taux d'emploi (%)	66,6	65,8		65,5	64,7	
30 ANS ET PLUS						
Population de 30 ans et plus (000)	856,4	858,6	-0,3	4 769,8	4 709,4	1,3
Population active (000)	561,7	553,7	1,4	3 004,7	2 976,1	1,0
Emploi (000)	526,6	524,2	0,5	2 795,1	2 764,1	1,1
- Temps plein (000)	457,3	449,4	1,8	2 417,6	2 394,3	1,0
- Temps partiel (000)	69,3	74,7	-7,2	377,5	369,8	2,1
Chômeurs et chômeuses (000)	35,1	29,6	18,6	209,6	212,0	-1,1
Taux de chômage (%)	6,2	5,3		7,0	7,1	
Taux d'activité (%)	65,6	64,5		63,0	63,2	
Taux d'emploi (%)	61,5	61,1		58,6	58,7	

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR LA MONTÉRÉGIE
Moyenne annuelle

Secteur d'activité ¹	Montérégie				Part de la Montérégie dans le Québec %
	2006 (000)	2005 (000)	Variation		
			Nombre (000)	%	
Secteur de la production de biens	187,4	196,4	-9,0	-4,6	20,8
Agriculture	17,4	17,3	0,1	0,6	26,7
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	2,1	1,5	0,6	40,0	5,4
Services publics	6,6	6,5	0,1	1,5	22,2
Construction	36,6	35,2	1,4	4,0	19,7
Fabrication	124,7	135,8	-11,1	-8,2	21,5
Fabrication d'aliments, de boissons et de prod. du tabac	18,9	22,9	-4,0	-17,5	26,3
Usines de textiles et de produits textiles	3,8	5,6	-1,8	-32,1	23,9
Fabric. de vêtements, de prod. en cuir et de prod. anal.	4,2	4,5	-0,3	-6,7	12,6
Fabrication de produits en bois	7,2	6,0	1,2	20,0	13,6
Fabrication du papier	3,1	5,2	-2,1	-40,4	9,3
Impression et activités connexes de soutien	5,0	9,7	-4,7	-48,5	17,7
Fabrication de produits chimiques	8,2	8,3	-0,1	-1,2	26,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	9,4	10,6	-1,2	-11,3	25,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,6	3,3	0,3	9,1	20,9
Première transformation des métaux	5,9	6,9	-1,0	-14,5	19,2
Fabrication de produits métalliques	10,3	10,0	0,3	3,0	23,5
Fabrication de machines	5,3	6,5	-1,2	-18,5	19,9
Fabrication de produits informatiques et électroniques	7,0	5,2	1,8	34,6	29,3
Fabrication de matériel, appareils et composantes électr.	4,3	2,9	1,4	48,3	24,9
Fabrication de matériel de transport	15,1	13,8	1,3	9,4	27,5
Fabrication de meubles et de produits connexes	8,5	7,0	1,5	21,4	22,1
Activités diverses de fabrication	4,0	6,2	-2,2	-35,5	17,6
Secteur des services	508,0	483,7	24,3	5,0	17,7
Commerce	121,5	115,2	6,3	5,5	19,3
Transport et entreposage	38,1	30,6	7,5	24,5	22,8
Finance, assurances, immobilier et location	43,8	41,0	2,8	6,8	19,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	42,6	41,9	0,7	1,7	17,6
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	25,7	22,8	2,9	12,7	18,4
Services d'enseignement	42,5	45,7	-3,2	-7,0	16,3
Soins de santé et assistance sociale	81,7	73,3	8,4	11,5	18,0
Information, culture et loisirs	26,6	25,9	0,7	2,7	16,6
Hébergement et restauration	28,6	33,3	-4,7	-14,1	13,3
Autres services	26,9	27,7	-0,8	-2,9	16,9
Administrations publiques	30,0	26,2	3,8	14,5	13,9
ENSEMBLE DES SECTEURS	695,5	680,0	15,5	2,3	18,5

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Secteurs d'activité ¹	Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation %
	2006 (000)	2005 (000)	
Secteur de la production de biens	901,1	925,9	-2,7
Agriculture	65,1	60,8	7,1
Foresterie et exploitation forestière	17,8	19,5	-8,7
Pêche, chasse et piégeage	2,6	2,1	23,8
Extraction minière	18,4	16,8	9,5
Services publics	29,7	31,8	-6,6
Construction	186,1	179,2	3,9
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	71,9	74,5	-3,5
Usines de textiles et de produits textiles	15,9	19,8	-19,7
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	33,3	36,2	-8,0
Fabrication de produits en bois	52,8	53,7	-1,7
Fabrication du papier	33,5	39,7	-15,6
Impression et activités connexes de soutien	28,3	33,8	-16,3
Fabrication de produits chimiques	31,1	32,2	-3,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	36,3	44,0	-17,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	17,2	18,7	-8,0
Première transformation des métaux	30,8	35,1	-12,3
Fabrication de produits métalliques	43,9	46,3	-5,2
Fabrication de machines	26,6	27,5	-3,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques	23,9	25,3	-5,5
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	17,3	11,6	49,1
Fabrication de matériel de transport	54,9	51,5	6,6
Fabrication de meubles et de produits connexes	38,5	36,8	4,6
Activités diverses de fabrication ²	25,1	29,0	-13,4
Secteur des services	2 864,4	2 791,4	2,6
Commerce de gros	142,6	140,8	1,3
Commerce de détail	485,9	478,8	1,5
Transport et entreposage	167,2	164,4	1,7
Finance	106,9	96,0	11,4
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	58,2	52,8	10,2
Services immobiliers	41,4	42,5	-2,6
Services de location et de location à bail	15,7	12,5	25,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	241,7	224,1	7,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	139,8	130,6	7,0
Services d'enseignement	260,9	243,8	7,0
Soins de santé et assistance sociale	454,1	444,7	2,1
Information, culture et loisirs	160,4	167,9	-4,5
Hébergement et restauration	214,8	215,7	-0,4
Autres services	159,1	161,2	-1,3
Administration fédérale (incluant la défense)	73,5	69,4	5,9
Administrations publiques provinciales et territoriales	72,0	85,6	-15,9
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	70,1	60,6	15,7
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 765,4	3 717,3	1,3

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

² L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 7
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
Montérégie et ensemble du Québec

Genre de compétence	Montérégie			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2006 (000)	Moyenne annuelle 2005 (000)	Variation %	Moyenne annuelle 2006 (000)	Moyenne annuelle 2005 (000)	Variation %
Gestion	56,5	58,1	-2,8	319,3	329,0	-2,9
Affaires, finance et administration	127,6	120,7	5,7	685,2	661,1	3,6
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	46,0	43,9	4,8	263,9	254,5	3,7
Secteur de la santé	45,7	40,7	12,3	242,3	240,6	0,7
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	65,5	55,0	19,1	358,5	325,4	10,2
Arts, culture, sports et loisirs	18,0	21,4	-15,9	125,6	133,6	-6,0
Vente et services	146,4	154,6	-5,3	887,5	876,4	1,3
Métiers, transport et machinerie	112,2	99,9	12,3	527,3	525,7	0,3
Prof. propres au secteur primaire	20,5	21,7	-5,5	96,2	97,8	-1,6
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	57,1	64,1	-10,9	259,7	273,3	-5,0
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	695,5	680,0	2,3	3 765,4	3 717,3	1,3
Niveau de compétence¹						
Gestion	56,5	58,1	-2,8	319,3	329,0	-2,9
Professionnel	112,1	113,3	-1,1	668,3	650,5	2,7
Technique	239,4	220,9	8,4	1 218,1	1 211,2	0,6
Intermédiaire	211,7	204,3	3,6	1 123,3	1 095,6	2,5
Élémentaire	75,7	83,5	-9,3	436,4	431,0	1,3

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé); professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel); intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2006	Année 2005	Variation %	Taux de prestation ² Année 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14 768	14 253	3,6	22,5
Bas-Saint-Laurent	15 184	14 750	2,9	11,2
Capitale-Nationale	21 213	21 947	-3,3	4,8
Chaudière-Appalaches	16 283	16 770	-2,9	6,2
Estrie	12 271	12 689	-3,3	6,4
Montréal	40 045	39 770	0,7	4,6
Montréal	45 099	46 976	-4,0	3,6
Laval	8 848	9 155	-3,4	3,8
Lanaudière	16 383	15 810	3,6	6,2
Laurentides	19 889	19 449	2,3	6,3
Outaouais	8 964	9 501	-5,7	4,1
Abitibi-Témiscamingue	9 352	9 451	-1,0	9,4
Mauricie	13 509	13 538	-0,2	7,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	18 757	19 123	-1,9	9,7
Côte-Nord	8 515	8 834	-3,6	12,4
Nord-du-Québec	2 120	2 062	2,8	8,4
Centre-du-Québec	10 788	10 957	-1,5	7,3
 ZME ³ de Montréal	 95 374	 97 022	 -1,7	 4,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	281 988	285 032	-1,1	5,7

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Services Canada.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année 2006	Année 2005	Variation %	Taux de prestation ² Année 2006
Brome-Missisquoi	1 416	1 338	5,8	4,7
La Haute-Yamaska	2 828	2 780	1,7	5,2
Le Haut-Richelieu	3 425	3 354	2,1	5,0
Marieville	1 075	1 048	2,6	5,2
Acton Vale	918	748	22,7	9,0
Sorel	2 110	2 115	-0,2	6,1
Saint-Hyacinthe	2 862	2 652	7,9	5,4
La Vallée-du-Richelieu	3 369	3 310	1,8	4,1
Contrecoeur	366	366	0,0	4,9
Boucherville	2 142	2 134	0,4	3,4
Longueuil-Est	2 121	2 153	-1,5	4,0
Longueuil-Ouest	1 804	1 821	-0,9	4,8
Saint-Hubert	2 148	2 165	-0,8	4,0
Brossard	2 314	2 379	-2,7	3,1
Châteauguay	1 808	1 828	-1,1	4,9
Saint-Constant	2 537	2 546	-0,4	4,4
Saint-Rémi	991	989	0,2	6,5
Le Haut-Saint-Laurent	796	948	-16,0	5,6
Valleyfield	1 968	2 082	-5,5	5,0
Vaudreuil-Soulanges	3 047	3 015	1,1	4,4
Montréal	40 045	39 770	0,7	4,6
ENSEMBLE DU QUÉBEC	281 988	285 032	-1,1	5,7

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Services Canada.

Tableau 9A
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année ⁴ 2006	Année ⁴ 2005	Variation %	Taux de prestation ² Année ⁴ 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 692	2 743	-1,9	4,1
Bas-Saint-Laurent	3 472	3 592	-3,3	2,6
Capitale-Nationale	10 159	10 696	-5,0	2,3
Chaudière-Appalaches	3 819	3 947	-3,2	1,5
Estrie	5 806	5 821	-0,3	3,0
Centre-du-Québec	4 428	4 332	2,2	3,0
Montréal	18 323	18 826	-2,7	2,1
Montréal	61 074	64 153	-4,8	4,9
Laval	4 047	4 001	1,1	1,7
Lanaudière	6 420	6 448	-0,4	2,4
Laurentides	7 229	7 345	-1,6	2,3
Outaouais	6 680	6 847	-2,4	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 983	3 050	-2,2	3,0
Mauricie	7 462	7 756	-3,8	4,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 968	6 331	-5,7	3,1
Côte-Nord	1 528	1 572	-2,8	2,2
Nord-du-Québec	592	587	0,9	2,4
ZME ³ de Montréal	79 866	82 959	-3,7	3,4
ENSEMBLE DU QUÉBEC	152 688	157 805	-3,2	3,1

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

⁴ Les données annuelles sont la moyenne des douze mois allant de novembre de l'année précédente à octobre de l'année concernée.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 9B
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année ³	Année ³	Variation	Taux de prestation ²
	2006	2005	%	Année ³ 2006
Brome-Missisquoi	646	666	-3,0	2,1
La Haute-Yamaska	1 375	1 414	-2,8	2,5
Le Haut-Richelieu et Marieville	2 157	2 122	1,6	2,4
Sorel	1 577	1 653	-4,6	4,5
Saint-Hyacinthe et Acton Vale	1 692	1 683	0,5	2,6
La Vallée-du-Richelieu	518	555	-6,7	0,6
Contrecoeur	113	97	16,5	1,5
Longueuil-Est et Boucherville	2 113	2 125	-0,6	1,8
Longueuil-Ouest	1 900	2 000	-5,0	5,0
Saint-Hubert	871	918	-5,1	1,6
Brossard	1 402	1 427	-1,8	1,9
Châteauguay	620	656	-5,5	1,7
Saint-Constant et Saint-Rémi	789	806	-2,1	1,1
Le Haut-Saint-Laurent	577	560	3,0	4,0
Valleyfield	1 510	1 541	-2,0	3,8
Vaudreuil-Soulanges	629	606	3,8	0,9
Montréal	18 323	18 826	-2,7	2,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	152 688	157 805	-3,2	3,1

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ Les données annuelles sont la moyenne des douze mois allant de novembre de l'année précédente à octobre de l'année concernée.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Annexe

Liste des centres locaux d'emploi (CLE) Montérégie

Brome-Missisquoi

406, rue du Sud, 2^e étage
Cowansville (Québec) J2K 2X7
450 263-1515
1 800 463-0230

La Haute-Yamaska

77, rue Principale, RC.02
Granby (Québec) J2G 9B3
450 776-7134

Le Haut-Richelieu

315, rue MacDonald, bur. 128
St-Jean (Québec) J3B 8J3
450 348-9294
1 800 567-3627

Marieville

497, rue Ste-Marie
Marieville (Québec) J3M 1M4
450 460-4430
1 888 872-0680

Acton Vale

1130, rue Daigneault
Acton Vale (Québec) J0H 1A0
450 546-0798
1 800 438-4765

Sorel

375, boul. Fiset
Sorel (Québec) J3P 7Z4
450 742-5941

Saint-Hyacinthe

3100, boul. Laframboise, bur. 107
St-Hyacinthe (Québec) J2S 4Z4
450 778-6589
1 800 465-0719

La Vallée-du-Richelieu

515, boul. Sir Wilfrid Laurier bur. 201
Beloeil (Québec) J3G 6R7
450 467-9400
1 877 856-1966

Contrecoeur

225, rue Dansereau
Contrecoeur (Québec) J0L 1C0
450 587-5555

Boucherville

135-H, boul. de Mortagne
Boucherville (Québec) J4B 6G4
450 655-5646

Longueuil-Est

900, boul. Curé-Poirier Est
Longueuil (Québec) J4J 5L9
450 647-1324

Longueuil-Ouest

790, boul. Quinn
Longueuil (Québec) J4H 2N5
450 677-5517

Saint-Hubert

5245, boul. Cousineau, bur. 300
St-Hubert (Québec) J3Y 6J8
450 676-7952

Brossard

1, Place du Commerce, bur. 200
Brossard (Québec) J4W 2Z7
450 672-1335

Châteauguay

180, boul. Anjou, bur. 250
Châteauguay (Québec) J6K 5G6
450 691-6020
1 800 465-0286

Saint-Constant

126, rue St-Pierre
St-Constant (Québec) J5A 2P1
450 635-6221
1 866 225-4097

Saint-Rémi

221, rue Ste-Thérèse
St-Rémi (Québec) J0L 2L0
450 454-4054
1 800 792-9616

Le Haut-Saint-Laurent

220, rue Châteauguay
Huntingdon (Québec) J0S 1H0
450 264-5323
1 800 567-0220

Valleyfield

63-A, rue Champlain, bur. 220
Valleyfield (Québec) J6T 6C4
450 370-3027
1 800 567-1029

Vaudreuil-Soulanges

430, boul. Harwood, bur. 4
Vaudreuil-D. (Québec) J7V 7H4
450 455-5666
1 800 463-2325